

TENDANCE

Autriche : les socialistes s'allient à Jörg Haider



À Vienne, en 2000, l'entrée du FPÖ de Jörg Haider au gouvernement avait soulevé l'indignation de toute l'Europe. Des sanctions avaient été prises contre l'Autriche et une clause d'exclusion avait été élaborée au sein de l'Union européenne. Quatre ans plus tard, ceux qui avaient crié au scandale nouent une alliance régionale avec le même FPÖ autour du gouverneur Jörg Haider. Entre temps, Ariel Sharon est arrivé au gouvernement à Tel Aviv, Jean-Marie Le Pen s'est exprimé dans *Ha'aretz* et Gianfranco Fini a été reçu en Israël : l'extrême droite est devenue respectable depuis qu'elle a changé de bouc émissaire.

page 2

On a trouvé le coupable des attentats de Madrid : Satan !

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les attentats de jeudi à Madrid n'ont, curieusement, pas encore suscité de réactions notables dans la presse états-unienne. Ce n'est pas le cas de la presse européenne où l'on peut lire des déclarations outrancières sur le péril terroriste étranger menaçant le continent alors même que les analystes ignorent encore l'identité des commanditaires.

page 5

REPÈRE : 16 MARS 1968

Crime de guerre à My Lai

L'information ne sera connue qu'un an plus tard après que le soldat Ridenhour, pris de remords, eut alerté le Congrès des États Unis. Le 16 mars 1968, la C Company du Lt. William Calley encercla le hameau de My Lai au Viêt-Nam. Les maisons sont incendiées, la population civile regroupée et systématiquement abattue. Certains soldats refusent de tirer sur des enfants de 5 ans et de lancer des grenades sur des groupes de femmes avec des nourrissons, mais Calley les fait tuer et les contraint à participer au massacre... tandis que d'autres prennent des photos. 300 civils sont massacrés. Lors de la commission d'enquête en 1969, le Pentagone plaidera la bavure. Mais Calley affirmera qu'il avait reçu l'ordre de « nettoyer la zone, du bébé au vieillard ». L'horreur des clichés publiés par la presse ainsi que la froideur militaire du témoignage de Calley contribueront à renforcer le mouvement contre la guerre aux USA. ■



RISQUE DE NOUVEAU CONFLIT AU CŒUR DU « PIPELINISTAN »

Porté au pouvoir par Washington lors de la « révolution des roses », le nouveau président Mikhaïl Saakashvili s'est fixé comme priorité d'unifier son pays, soumis aux pressions centrifuges du Daguestan et de l'Ossétie du Sud. (voir notre enquête *Les dessous du coup d'État en Géorgie*). Dimanche, il s'est vu interdire l'accès de l'Adjarie par le gouverneur local, Aslan Abashidze. Immédiatement, il a donné 24 heures aux autonomistes pour désarmer. Cependant, les Adjars ayant obtenu le soutien formel de Moscou ont rejeté cet ultimatum et déclaré l'état d'urgence. De son côté, Tblissi a mis ses troupes en alerte. Une nouvelle crise mûrit au cœur du « pipelinistan », mais à l'inverse de la Tchétchénie, ici les rebelles seraient soutenus par les Russes et la répression facilitée par les États-Unis. ■

Tendance

Autriche : les socialistes s'allient à Jörg Haider

À Vienne, en 2000, l'entrée du FPÖ de Jörg Haider au gouvernement avait soulevé l'indignation de toute l'Europe. Des sanctions avaient été prises contre l'Autriche et une clause d'exclusion avait été élaborée au sein de l'Union européenne. Quatre ans plus tard, ceux qui avaient crié au scandale nouent une alliance régionale avec le même FPÖ autour du gouverneur Jörg Haider. Entre temps, Ariel Sharon est arrivé au gouvernement à Tel Aviv, Jean-Marie Le Pen s'est exprimé dans *Ha'aretz* et Gianfranco Fini a été reçu en Israël : l'extrême droite est devenue respectable depuis qu'elle a changé de bouc émissaire.



Les partis d'extrême droite se sont développés en Europe à partir de l'élection de 1984 qui vit l'arrivée du Front national Jean-Marie Le Pen au Parlement européen. Progressivement, le phénomène, que l'on croyait français, s'étendit à l'Allemagne avec les Republikaners et à la Belgique avec le Vlaams Block (1989) ; à la Russie avec le Parti libéral-démocrate (1993) ; puis, à l'Italie où cinq ministres néo-fascistes entrent au gouvernement de Silvio Berlusconi (1994) ; en Norvège avec la percée du Parti du progrès (1997) ; en Autriche où, le FPÖ s'empare du gouvernement sans pour autant prendre la Chancellerie (2000) ; au Danemark avec le retour du Parti du peuple (en 2001) ; enfin aux Pays-Bas avec le succès de liste Pim Fortuyn, (2002).

À partir de l'élection européenne de 1994, cette percée fut vécue comme un retour des démons du passé bien que ces mouvements ne soient pas

assimilables au fascisme et au nazisme, même s'ils en sont partiellement les héritiers. Les partis démocratiques échafaudèrent des réponses d'autant plus variées que certains souhaitaient combattre des idées tandis que d'autres craignaient plus prosaïquement l'émergence de nouveaux compétiteurs électoraux. En France, cette question fut encore compliquée par le soutien apporté en sous-main par François Mitterrand au Front national, probablement pour affaiblir la droite parlementaire.

La diabolisation

Pour stopper la progression de l'extrême droite, certains préconisèrent de refuser de débattre avec ses dirigeants et de les marginaliser totalement. Cette politique de « *diabolisation* » s'imposa dans les grands médias. Des manifestations furent organisées systématiquement à l'occasion de chaque meeting des extrémistes de droite pour intimider les militants.

En outre, de nombreux dirigeants s'inquiétèrent de la présence de ministres d'extrême droite dans les Conseils européens. La question fut d'abord posée à propos du MSI, puis, de manière particulièrement virulente, au sujet du FPÖ.

Lors de la constitution du gouvernement de coalition des démocrates-chrétiens de Wolfgang Schuessel et du FPÖ de Jorg Haider, l'Autriche fut accusée de revenir au nazisme. Le passé de son ancien président Kurt Waldheim revint à nouveau au centre de discussions. D'amples manifestations dénoncèrent dans toute l'Europe le retour de la peste brune. Le Congrès juif mondial fit campagne pour des sanctions internationales. On s'interrogea sur l'éventuelle inscription de clauses d'exclusion dans les traités européens, tandis que des ministres des autres États refusèrent de serrer la main à leurs homologues FPÖ dans les Conseils européens. Quatorze États membres de l'Union prononcèrent des sanctions unilatérales contre l'Autriche. Elles furent levées, le 8 septembre 2000, après qu'une **commission de sages** eut établi que, si le FPÖ était « *un parti extrémiste encourageant les sentiments de xénophobie* », les ministres du FPÖ s'étaient montrés « *respectueux des valeurs communes européennes* ».

La normalisation

Cette stratégie a progressivement été inversée au cours des dernières années. L'extrême droite n'est plus assimilée à l'antisémitisme et sa fréquentation n'est plus jugée infamante, au point que le Parti socialiste autrichien vient de nouer une alliance régionale avec le FPÖ.

On peut dater ce revirement de février 2001 et de la chute du gouvernement Barak en Israël. En effet, l'État hébreu se dote alors d'un gouvernement de coalition intégrant des partis d'extrême droite et dirigé par un Premier ministre d'extrême droite membre du Likoud, **Ariel Sharon**. Aucune démocratie occidentale ne commente l'événement.

En avril 2002, à la veille de l'élection présidentielle française, **Jean-Marie Le Pen**, le paria, donne un long entretien au quotidien de la gauche israélienne, **Ha'aretz**. Le journal passe sous silence son antisémitisme d'antan et valorise son combat en Algérie contre le « *terrorisme arabe* ». Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, Roger Cukierman, et plusieurs personnalités de la communauté juive de France déclarent s'apprêter à voter Le

Pen.

Un virage identique est observable en Belgique avec le soutien inattendu de personnalités juives au Vlaams Block.

En mai 2003, **les Bush, qui tirent une partie de leur fortune familiale de l'exploitation des prisonniers des camps nazis**, lavent leur nom à l'occasion d'une visite d'Auschwitz II-Birkenau.



En novembre 2003, **le gouvernement Sharon reçoit en grande pompe Gianfranco Fini**, patron de l'Alliance nationale, une dissidence du Mouvement social italien (MSI), parti néo-fasciste revendiquant explicitement l'héritage de

Benito Mussolini.

Alors même que Jörg Haider était présenté comme antisémite par la presse israélienne il y a encore quelques mois, à l'occasion de ses prises de position sur la guerre d'Irak, le voici redevenu fréquentable. Le 13 mars 2004, le Parti socialiste (SPÖ) a conclu une alliance de gouvernement avec le FPÖ pour constituer le gouvernement régional de Jörg Haider en Carinthie.

Ce bref rappel historique et les contradictions qu'il recèle appellent plusieurs observations. La démocratie est un système politique où l'on combat des idées avec des idées. Quoi qu'on en dise, et quelle que soit la manière dont on les présente, la diabolisation d'un parti, les entraves à son expression et à ses réunions, ne participent pas de la démocratie. Ce sont au contraire des méthodes qui abaissent ceux qui les appliquent au rang des idées qu'ils prétendent combattre.

Rappelons que le Réseau Voltaire, qui a participé et animé le Comité national de vigilance contre l'extrême droite, s'est toujours opposé à l'interdiction du Front national et a, simultanément, conduit des initiatives contre les pratiques extrémistes. Ainsi, **le Réseau Voltaire a-t-il suscité, avec d'autres, la Commission d'enquête parlementaire sur le DPS**, une milice néo-fasciste. Nous avons essayé de nous placer à la hauteur de nos principes, ce qui ne signifie pas que nous y soyons toujours parvenus.

L'alliance avec les extrémistes pour partager des organes exécutifs est également déshonorante. Observons qu'elle est précisément le fait de ceux qui avaient préconisé outrageusement la diabolisation.

On a trouvé le coupable des attentats de Madrid : Satan !

Analyse

Barbara Amiel n'hésite pas à affirmer dans le *Daily Telegraph* que, qui que soient les terroristes responsables, il s'agit d'un groupe « *satanique* » (sic !) dont la logique est encore plus étrangère au mode de pensée occidental et « *maléfique* » que ne l'étaient le nazisme et le communisme. Les groupes terroristes (appellation dans laquelle l'épouse de Lord Conrad Black regroupe Al Qaïda, l'ETA, le Hezbollah et le groupe AZF) sont une incarnation du Mal contre laquelle il faut prier et tirer. L'essayiste Pascal Bruckner n'est pas très loin de cette analyse dans l'interview qu'il accorde au *Figaro* bien qu'il prenne soin quant à lui d'éviter les métaphores bibliques. Il n'exclut pas que les attentats de Madrid aient pu être l'œuvre d'une alliance entre ETA et Al Qaïda et affirme que sous la pression des « *progressistes* » et des « *tiers-mondistes* », « *l'Occident* » a mis trop longtemps à affronter ce problème. Comparant le terrorisme à un totalitarisme, il prétend que l'héritage des mouvements anti-impérialistes et anti-coloniaux en Europe a empêché cette dernière de comprendre que le terrorisme visait à la destruction de tous les « *infidèles* » et qu'il faut s'engager dans une guerre à mort contre lui. De son côté, *The Independent* reproduit les extraits d'un discours de Tony Blair à la convention du New Labour à Manchester. Le Premier ministre britannique y affirme que la lutte contre le terrorisme est l'équivalent de ce qu'a été la guerre contre le nazisme pour la génération de son père et la lutte contre le communisme pour sa génération. Reprenant à son compte la rhétorique post-11 septembre, il conclut que l'objectif visé par les attentats de Madrid est de détruire le mode de vie européen et la démocratie.

Ces trois points de vue ne forment en fait qu'un seul argumentaire adapté aux différents publics visés. Il substitue une vision religieuse, quasi-apocalyptique, à toute réflexion politique. Il réduit le terrorisme aux actions conduites contre des cibles atlantistes et amalgame tous ceux qui le pratiquent en une seule entité diabolique.

Ce discours inquiète la baronne Helena Kennedy, ancienne conseillère de la reine Elizabeth II d'Angleterre. Dans le *Guardian*, elle affirme que cette argumentation vise à faire accepter aux populations l'instauration d'un nouveau régime légal qui réduit les libertés des citoyens et qui est en train de contaminer tous les secteurs du droit. Au nom de la sécurité, l'Europe adopte des concepts légaux imaginés par les *think tanks* états-uniens les plus réactionnaires.

Le terrorisme n'est pas instrumentalisé que pour limiter les droits des populations et on se souvient de la façon dont les supposés liens entre l'Irak et Al Qaida avaient été mis en scène pour justifier du déclenchement de la guerre. Le journaliste états-unien Matt Bivens, dans le *Moscow Times*, revient sur cet épisode et rappelle que le groupe d'Abu Musab al-Zarqawi, aujourd'hui accusé d'avoir tué plus de 700 personnes en Irak, avait été cité dans le rapport de Colin Powell au Conseil de sécurité de l'ONU. Or, ce rapport était accompagné de nombreuses photographies satellitaires de ses camps d'entraînement. Ils se trouvaient, non pas dans le territoire irakien contrôlé par Saddam Hussein, mais dans le Kurdistan autonome sous contrôle aérien des États-Unis. Dès lors, comment expliquer, si ce groupe est si dangereux, que les États-Unis n'aient pas bombardé des infrastructures qu'ils avaient localisées ?

Ami Ayalon, ancien directeur du Shin Bet et partisan de la solution des deux États affirme dans le *Jerusalem Post* que la solution aux attentats en Israël ne peut être qu'un accord de paix. Il fustige par ailleurs l'orgueil nationaliste qui refuse un retrait des territoires parce que ce serait une humiliation pour Israël et que cela pourrait être perçus comme une victoire du Hamas. Pour lui, cela ne sera considéré ainsi que si aucun effort n'est fait pour trouver un accord avec les Palestiniens.

L'écrivain mexicain Carlos Fuentes dénonce dans le *Los Angeles Times* le nouvel article du théoricien du « choc des civilisations », Samuel Huntington. En effet, après avoir annoncé l'affrontement entre « l'Occident » et l'islam, Huntington s'attaque maintenant aux immigrés mexicains qu'il accuse d'invasion et de séparatisme. Pour Fuentes au contraire, loin d'être une invasion, cette immigration est un facteur de richesse, mais surtout un apport culturel qui ne peut qu'enrichir une société états-unienne tentée par le repli sur soi-même.

Le champion d'échec d'origine azéri Gary Kasparov dénonce la dérive dictatoriale de la Fédération de Russie dans le *Wall Street Journal*. En partant du présupposé que le pays était une vraie démocratie du temps où elle était dominée par les oligarques, il demande que le président Poutine soit sanctionné pour s'en être pris à Mikhail Khodorkovsky. Son texte, paru le jour de l'élection présidentielle russe, appuie la demande des sénateurs états-uniens John McCain et Joseph Lieberman d'exclure la Russie du G8.

Enfin, exemples à l'appui, Aziz Mekouar, ambassadeur du Maroc aux États-Unis, affirme aux lecteurs du *Washington Times* que son pays est sur la voie de

la démocratie. Toutefois, on se demandera naïvement ce que signifie la « *démocratisation* » d'un pays, quant elle se mesure par un accord de libre-échange avec les États-Unis et des privatisations d'entreprise.

Réseau Voltaire

Barbara Amiel



Ancienne éditorialiste du *Times*, Barbara Amiel est éditorialiste du *Daily Telegraph* et vice-présidente du groupe de presse Hollinger. Elle est l'épouse de l'ancien PDG du groupe, Lord Conrad Black of Crossharbour.

« Laissez nous prier par tous les moyens, puis passez nous les munitions »

Source : Daily Telegraph

Référence : « Let us pray by all means, and then pass the ammunition », par Barbara Amiel, *Daily Telegraph*, 15 mars 2004.

Vendredi 12 mars, des millions d'Espagnols ont manifesté contre le terrorisme et réclamé vengeance pour les atrocités de Madrid. Après l'arrestation de Marocains et d'Indiens, on a vu d'autres types de manifestations, cette fois contre la politique du gouvernement espagnol qui a rallié l'Espagne à l'Amérique en Irak, ce qui est pour les manifestants la cause des attentats. Les médias qui ont rendu compte de ces manifestations auraient dû rappeler davantage que les sentiments anti-guerre ne sont pas nés à la suite des attentats de Madrid et que chaque pays compte des personnes qui jugent qu'il ne faut pas provoquer le monde musulman.

On ignore pour l'instant qui est derrière cet attentat. C'est peut-être Ben Laden mais pas forcément ; après tout on avait aussi accusé les islamistes d'être responsables de l'attentat d'Oklahoma City de 1995 avant d'arrêter Timothy McVeigh. Aujourd'hui, en France, on a le groupe AZF qui exerce un chantage au terrorisme sur le réseau ferroviaire et a déjà fait exploser une bombe pour montrer qu'il ne plaisantait pas. AZF, l'ETA, le Hezbollah et beaucoup d'autres partagent une culture terroriste de nature satanique ; c'est l'incarnation du mal. Leur objectif est de tuer le maximum de personnes et la guerre des terroristes contre l'occident dure depuis 35 ans. Malgré cela, les pays occidentaux continuent de le nier.

L'enfer de Dante comptait différents cercles dont les résidents n'étaient pas au même niveau de damnation. Malgré leur monstruosité, les nazis et les communistes étaient moins éloignés de nous et de notre logique que les satanistes d'aujourd'hui. Parmi eux, les islamistes représentent le plus grand défi.

Il est possible que l'Espagne n'eût pas été attaquée si elle n'avait pas participé à la Guerre d'Irak mais il faut se souvenir que Ben Laden a déjà parlé de la « tragédie andalouse » pour désigner la fin de la présence maure en Espagne et que les islamistes poursuivront leur lutte tant qu'ils continueront de penser que des infidèles occupent des terres musulmanes. Dans notre guerre contre Satan, il faut prier pour Dieu et passer les munitions.

Pascal Bruckner



Engagé en faveur de la participation française dans la guerre en Irak, Pascal Bruckner est écrivain et philosophe.

« Les progressistes ne comprennent rien au terrorisme »

Source : Le Figaro

Référence : « Les progressistes ne comprennent rien au terrorisme », par Pascal Bruckner, *Le Figaro*, 15 mars 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Imputer les attentats à ETA dans un premier temps n'avait rien d'in vraisemblable et rien n'empêche d'émettre l'hypothèse d'une collaboration entre Al Qaïda et des membres ou d'ex-membres d'ETA. Attaquer **José-Maria Aznar** parce qu'il s'est aligné sur la politique de **George W. Bush** en Irak et parce qu'il a d'abord accusé le mouvement basque est un mauvais procès et aboutit à exiger des excuses, non pas des coupables, mais des victimes.

C'est toute l'Europe qui a été visée par cet attentat, la France a d'ailleurs été menacée à cause de sa fermeté sur le voile. Il faut éviter de tomber dans le tiers-mondisme expiatoire qui veut faire croire que le terrorisme n'est qu'une riposte à la domination occidentale. Depuis le 11 septembre 2001, cette manière de voir entraîne une condamnation des États-Unis en tant qu'héritiers de l'horreur impériale. L'attentat de Madrid devrait briser cette idée.

Nous devons répondre aux attentats de Madrid en évitant la mollesse des libéraux et la complaisance d'une certaine gauche qui de Baudrillard à Habermas et Derrida nous défausse de nos propres égarements sur une Amérique « enragée ». Le progressisme, de droite comme de gauche, ne comprend rien au terrorisme comme il n'a rien compris au totalitarisme en pensant que la pauvreté et la souffrance expliquent la violence. En réalité, le terrorisme poursuit comme but le seul règne de la mort et de la désolation sur terre, mais l'Occident continue de refuser de croire qu'un groupe humain pourrait avoir délibérément cet objectif.

Il faut bien comprendre que nous sommes entrés dans la Quatrième Guerre mondiale et il faut cesser de condamner les États-Unis au motif qu'ils combattent le terrorisme.

Tony Blair



Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« Dans notre peine, nous ne devons pas montrer de peur »

Source : The Independent

Référence : « In our grief, we do not show fear », par Tony Blair, *The Independent*, 15 mars 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé lors de la conférence de printemps du New Labour à Manchester.

Le peuple espagnol a la sympathie et reçoit les condoléances et les prières du peuple britannique. Huit millions de personnes sont descendues dans la rue en Espagne mais des millions d'autres personnes les soutenaient au Royaume-Uni, en Europe et dans le monde.

Mon père a combattu les nazis, ma génération a connu la Guerre froide et la génération actuelle doit faire face à une nouvelle menace, d'une autre nature. Il y a toujours eu du terrorisme, l'Espagne et le Royaume-Uni ne le savent que trop bien, mais aujourd'hui, nous faisons face à un terrorisme sans limite qui s'attaque à notre façon de vivre, à notre démocratie, à notre liberté et au respect de la loi.

Nous devons affronter le terrorisme par tous les moyens et le monde libre ne doit pas avoir peur. Il doit montrer sa détermination. Cette bataille est loin d'être finie mais nous la gagnerons.

Helena Kennedy



Avocate pénale de formation, la baronne Helena Kennedy est ancienne conseillère de la reine Elizabeth II d'Angleterre. Elle est l'auteur de *Just Law : the Changing Face of Justice*

« Ne vous complaisez pas trop dans la chaude couverture de la sécurité »

Source : The Guardian

Référence : « Take no comfort in this warm blanket of security », par Helena Kennedy, *The Guardian*, 15 mars 2004.

Les attentats du 11 septembre ont permis à des idées qui circulaient depuis longtemps dans les cercles néo-conservateurs de Washington de pénétrer dans les systèmes légaux nationaux et internationaux au nom du combat contre le terrorisme. La doctrine des frappes préventives est en train de pénétrer notre système judiciaire et David Blunkett tente de développer une juste préventive. Ceux qui seront accusés d'avoir voulu commettre des attentats seront arrêtés et jugés devant des tribunaux d'exception où ils disposeront de moins de droits. La théorie du « changement de système légal » est inspiré de l'aile droite du parti républicain et Blunkett essaye d'obtenir un soutien pour ces changements légaux alors que cela n'a même pas été envisagé lors des attaques de l'IRA sur le sol britannique et lors de la tentative d'assassinat contre Margareth Thatcher.

Dans ce nouveau système, la composante morale de la loi est absente et la probable privation de liberté pour des innocents est considérée comme un dommage collatéral. La présomption d'innocence est considérée comme dépassée. Tous les oublis des lois et règles internationales ne sont pas confinés au traitement du seul terrorisme ; celui-ci offre simplement un climat favorable. Il est facile, suite à des événements terribles, de succomber au paternalisme de politiciens qui nous persuadent que le sacrifice de nos libertés est justifié par des questions de sécurité. Mal conçues, ces lois sont au contraire contre-productives et sapent les efforts menés pour isoler les terroristes du reste des musulmans. Surtout, les lois anti-terroristes créent une contagion dans tout le système légal. La réponse des États au terrorisme doit se conformer à la loi et le respect de loi doit cesser d'être un mantra répété en boucle par ceux qui rédigent des lois d'exceptions. Il s'agit en réalité de respecter les Droits de l'homme car ils sont la base d'un monde plus sûr.

Matt Bivens

Matt Bivens est ancien rédacteur en chef du *Moscow Times* et collaborateur du journal états-unien *The Nation*.

« Les États-Unis ont abrité des terroristes pour renforcer leur dossier »

Source : *Moscow Times*

Référence : « U.S. Harbored Terrorists to Bolster Its Case », par Matt Bivens, *Moscow Times*, 15 mars 2004.

Abu Musab al-Zarqawi est présenté comme le nouveau ben Laden et il serait venu en Irak afin de mener les pires attaques terroristes pour le compte d'Al Qaïda. Le **Pentagone** vient de le rajouter à son jeu de cartes des méchants irakiens. La plupart d'entre nous n'en ont pas entendu parler avant le discours de **Colin Powell** au Conseil de sécurité pour justifier la Guerre d'Irak. A cette occasion, Powell avait montré des photos satellite d'un camp se trouvant au Nord-Est de l'Irak où, dit-il, les terroristes fabriquaient des bombes et de la ricine, un poison aux effets terrifiants. C'est peut-être ce caractère terrifiant qui a amené la plupart des observateurs à oublier que ce camp se situait dans la partie de l'Irak que ne contrôlait pas Saddam Hussein : le Kurdistan autonome couvert par l'aviation états-unienne. Si nous savions où il se trouvait, pourquoi ne pas avoir envoyé de missiles sur le camp comme nous le faisons si souvent ? Parce que cela aurait pu nuire au dossier en faveur de la Guerre d'Irak. Nous avons laissé des terroristes bien connus tuer et tuer encore pour justifier l'invasion d'un pays riche en pétrole. Si Zarqawi est derrière toutes les attaques que les États-Unis lui attribuent, il est responsable de la mort de 700 personnes. C'est moins que le 11 septembre mais ce n'est qu'un début.

Ami Ayalon



Ami Ayalon est ancien amiral de la marine israélienne et directeur du Shin-Bet. Il copréside avec Sari Nusseibeh le mouvement Mifkad, une organisation israélienne défendant la solution des deux États.

« Garder les gants à Gaza »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Keep the gloves on in Gaza », par Ami Ayalon, *Jerusalem Post*, 14 mars 2004.

En dépit des morts causées par cette politique, on entend certains affirmer qu'Israël doit continuer à sévir à Gaza pour ne pas répéter « l'humiliante retraite » du Sud Liban en mai 2000. Il faut pourtant rappeler que la politique israélienne de prévention des attentats a échoué depuis que les enfants de Gaza se retrouvent à lutter avec des cailloux contre des chars.

En effet, cela a créé une guerre asymétrique et le propre de ce type de guerre n'est pas que le caractère disproportionné des moyens, c'est aussi la différence d'objectifs entre les belligérants. Aussi, tant que cette situation perdurera, les Palestiniens verront comme une victoire le fait d'infliger un maximum de souffrance aux Israéliens tout en échappant aux raids de représailles. Il ne faut pas baisser la garde face au terrorisme, mais il faut mieux cibler les terroristes. En outre, mon expérience personnelle m'a appris que les Palestiniens acceptent tacitement la lutte anti-terroriste israélienne si elle s'accompagne d'un processus de paix.

Le Hamas affirmera peut-être que le retrait d'Israël de Gaza est une victoire, mais quoi qu'il en soit la politique actuelle renforce déjà les rangs de cette organisation. Israël doit donc représenter son retrait de Gaza comme une étape dans le processus de réconciliation avec les Palestiniens. Cela trouvera un écho favorable à Washington et en Europe si le gouvernement d'**Ariel Sharona** vraiment décidé d'abandonner la Cisjordanie et Jérusalem Est dans le cadre d'un accord.

Carlos Fuentes



Ancien ambassadeur du Mexique en France, Carlos Fuentes est un romancier et un critique littéraire. Il est l'auteur récemment de *My Years*

« Un assaut mal pensé contre le « péril marron » »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Wrongheaded Assault on a 'Brown Peril' », par Carlos Fuentes, *Los Angeles Times*, 14 mars 2004

Après le « péril jaune » et la « menace rouge », **Samuel Huntington** a ajouté un nouveau sujet de haine et de délit de faciès à la liste des divisions manichéennes entre « bons » et « méchant » : « la menace marron ». Ce n'est bien sûr pas comme ça qu'il le présente mais c'est ce que signifie son dernier article. Après avoir opposé l'islam à l'occident dans son « choc des civilisations », il stigmatise

With Laura Diaz.

à présent la menace mexicaine aux États-Unis.

Pour lui les Mexicains ne vivent pas aux États-Unis, ils les envahissent, ils ne travaillent pas, ils exploitent, ils ne créent pas de richesses, ils entretiennent la pauvreté. Pourtant, les travailleurs mexicains ne viennent aux États-Unis que parce qu'il y existe une demande de main d'oeuvre. Ils créent de la richesse et ils s'intègrent de mieux en mieux. Les Hispaniques ne sont pas les « balkanisateurs » des États-Unis comme le prétend Huntington. Ils chérissent leurs valeurs traditionnelles, comme le font les Américains d'origine italienne, irlandaise ou chinoise, mais ils ne préparent pas une « reconquista » des territoires perdus en 1848.

Le symbole de l'irréductibilité de ces populations, selon Huntington, est l'emploi de la langue espagnole mais il devrait savoir que la plupart des populations des pays européens parlent plusieurs langues et que c'est l'isolation qui fait périr les cultures. En réalité, les Hispaniques enrichissent la culture états-unienne et réduire leur présence nuit à l'économie de ce pays.

On peut se demander à quel groupe ethnique sera destiné la prochaine attaque d'Huntington.

Gary Kasparov



Gary Kasparov est champion du monde d'échecs et président du Comité Free Choice 2008 en Russie.

« Poutinocratie »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Poutinocracy », par Gary Kasparov, *Wall Street Journal*, 14 mars 2004

Avec les élections présidentielles d'aujourd'hui, **Vladimir Poutine** est sur le point de transformer la Russie en État autoritaire avec l'approbation tacite de l'Occident. Il faut que l'Occident se demande dès à présent ce qu'il peut faire pour la démocratie en Russie plutôt que de laisser faire.

Selon les observateurs internationaux, les élections parlementaires de décembre n'étaient pas justes et toutes les chaînes de télévisions soutenaient le parti du gouvernement sans laisser la parole à l'opposition. L'élection présidentielle est encore pire est n'est qu'une parodie de processus démocratique. Pendant toute la campagne, les mots « Mikhail Khodorkovsky » et « Tchétchénie » ont été bannis. L'arrestation de Mikhail Khodorkovsky est la conséquence de ses tentatives pour libérer son entreprise des pressions de l'État. Il refusait de suivre les édits du Kremlin au lieu de la loi.

L'administration Poutine a fait pression sur les entreprises et les institutions russes pour assurer la réélection du président. Aujourd'hui 50 % des Russes affirment désapprouver la politique de Poutine en Tchétchénie, dans les domaines économique et criminel mais 75 % déclarent le soutenir personnellement car ils ont peur. C'est pour cela que nous avons constitué le Comité pour un choix libre en 2008 qui vise à défendre les piliers de la démocratie et nous assurer un scrutin honnête en 2008. Cela demandera beaucoup de travail et le soutien des pays occidentaux. Il faut que ces derniers cessent de penser que la Russie est un allié trop important dans la guerre au terrorisme pour s'opposer à Poutine, qu'ils menacent les comptes des dirigeants russes en Occident et menacent également d'exclure la Russie du G8.

Aziz Mekouar



Aziz Mekouar est ambassadeur du Maroc aux États-Unis.

« Islam et démocratie »

Source : Washington Times

Référence : « Islam and democracy », par Aziz Mekouar, *Washington Times*, 15 mars 2004.

Les temps actuels conduisent beaucoup de gouvernements et de populations dans le monde à s'intéresser au Proche-Orient mais cette attention s'accompagne souvent de préjugés et d'incompréhension. Certains suggèrent même que l'islam et la démocratie sont incompatibles.

Aujourd'hui, le Maroc prouve le contraire en menant, depuis le début des années 90, une série de réformes politiques et économiques faisant progresser la démocratie tout en respectant l'islam. Nous menons notamment des réformes économiques visant à libéraliser l'économie marocaine. Cela est passé par un accord de libre-échange avec les États-Unis signé le 2 mars, par l'indépendance de la banque centrale marocaine et par des privatisations.

Dans le domaine de l'égalité des sexes, nous avons récemment adopté une loi instaurant une stricte égalité hommes-femmes. Cette loi a été discutée pendant longtemps avec des théologiens, ce qui prouve que l'islam et la modernité sont compatibles. Les dernières élections au Maroc ont été reconnues internationalement comme transparentes et justes ; cela consolide la légitimité de notre système. Sur le plan des Droits de l'homme, le roi Mohammed VI a mis en place une commission d'équité et de réconciliation qui devra s'assurer du respect des Droits de l'homme dans le pays et enquêter sur les violations passées pour rendre justice aux victimes.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .